



D.2016.12.21.4.26

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN
DE L'AGGLOMERATION TOULOUSAINE**

Séance du 21 Décembre 2016

4 - PROJETS TERRITORIALISES

4.26 - LINEO 3 PLAISANCE / TOURNEFEUILLE / TOULOUSE : Convention CN 2016 L3 100 relative à la réalisation du diagnostic d'archéologie préventive sur l'emprise du tracé du LINEO 3 à Tournefeuille à conclure avec le Service Archéologique de Toulouse Métropole : Autorisation de signer la convention

L'an deux mille seize, le vingt et un décembre à Toulouse Métropole, le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Agglomération Toulousaine, s'est réuni sous la présidence de Monsieur Jean-Michel LATTES, Président du Syndicat Mixte.

	PRESENTS	POUVOIR	ABSENTS EXCUSES
TOULOUSE METROPOLE			
ANDRÉ Gérard	X		
AUJOLAT Michel	X		
BRIAND Sacha		X (M.Chollet)	
CARNEIRO Grégoire	X		
CHOLLET François	X		
DEL BORRELLO Marc	X		
GRASS Francis	X		
KELLER Bernard		X (M.Moudenc)	
LAGLEIZE Jean-Luc	X		
LATTES Jean-Michel	X		
MARTI Marthe		X (M.Lagleize)	
MOUDENC Jean-Luc	X		
TRAUTMANN Pierre		X (M.Grass)	
TRAVAIL-MICHELET Karine	X		
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU SICOVAL			
AREVALO Henri	X		
LAFON Arnaud	X		
SITPRT			
BACOU Denis	X		
LERY Sébastien	X		
MURETAIN AGGLO			
ROUCHON Adeline	X		
SUAUD Thierry		X (Mme Rouchon)	

SMTC

7, esplanade Compans-Caffarelli
BP 11120 – 31011 Toulouse CEDEX 6

Accusé de réception en préfecture
031-253100986-20161227-20161221-04-26D
-DE
Date de télétransmission : 27/12/2016
Date de réception préfecture : 27/12/2016

Exposé de Monsieur le Président :

Le Comité Syndical,

- Par délibération D.2015.03.25.4.1 du 25 mars 2015, approuvait le programme de l'opération LINEO Axe Bus Plaisance – Tournefeuille – Toulouse.
- Par délibération D.2015.05.27.5.1 du 27 mai 2015, approuvait la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage confiée à la SMAT et en autorisait la signature.
- Par délibération D.2015.10.14.8.1 du 14 octobre 2015, autorisait le SMTC à signer avec le Groupement ARCADIS/URBANICA/BETEM MIDI PYRENEES le marché de maîtrise d'œuvre n° M 2015-014 pour la conception et la réalisation du LINEO – Axe bus Plaisance – Tournefeuille – Toulouse.
- Par délibération D.2016.09.14.4.1 du 14 septembre 2016, approuvait les études d'Avant-projet du LINEO 3 PLAISANCE - TOURNEFEUILLE – TOULOUSE.

En application du code du patrimoine et des décrets en vigueur, la SMAT le 22 février 2016 a émis auprès du Service Régional d'Archéologie une demande anticipée de prescription du diagnostic archéologique.

Le projet du LINEO 3 étant situé sur les territoires de Plaisance du Touch et Tournefeuille, la Préfecture de la Région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées a prescrit un diagnostic par commune.

Par l'arrêté n°2016-100 du 1er mars 2016, la Préfecture de la Région Occitanie a prescrit la réalisation d'un diagnostic archéologique sur l'emprise du tracé du LINEO 3 à Tournefeuille, et plus précisément une campagne de sondages sur le secteur de la voie nouvelle.

Pour tenir compte de contraintes foncières (procédure d'expropriation), un arrêté modificatif a été prescrit par la Préfecture de la Région Occitanie pour phaser le diagnostic. Ce nouvel arrêté n°2016-429 a été notifié le 20 octobre 2016.

L'opération de diagnostic vise par des études, prospections et travaux de terrain à mettre en évidence et à caractériser les éléments du patrimoine archéologique éventuellement présents sur le site et à présenter les résultats dans un rapport.

Comme le prévoit l'arrêté préfectoral, le diagnostic sera réalisé sous la maîtrise d'ouvrage du Service Archéologique de Toulouse Métropole.

Afin de définir les modalités de réalisation de l'opération de diagnostic une convention doit être conclue entre le Service Archéologique de Toulouse Métropole et la SMAT.

Il est précisé que la convention ne prévoit pas d'engagement financier, mais qu'une redevance d'archéologie préventive sera facturée à la SMAT conformément à la loi n°2004-804 du 9 août 2004. Le projet de convention est joint au présent rapport.

A l'issue du diagnostic, un rapport établi par le Service Archéologique de Toulouse Métropole sera remis à la Préfecture, qui en fonction des recommandations scientifiques, pourra prescrire par arrêté des fouilles archéologiques.

Il est donc proposé aux membres du Comité Syndical d'approuver les termes de cette convention.

Le Comité Syndical :

- entendu l'exposé de Monsieur le Président,
- après en avoir délibéré et à l'unanimité des votants :

ARTICLE 1 : APPROUVE la convention CN 2016 L3 100, relative à la réalisation du diagnostic d'archéologie préventive sur l'emprise du tracé du LINEO 3 à Tournefeuille, à conclure avec le Service Archéologique de Toulouse Métropole.

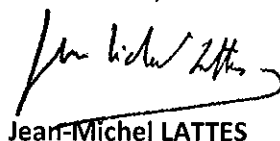
ARTICLE 2 : AUTORISE le Président à signer ladite convention.

ARTICLE 3 : DIT que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet pour contrôle de légalité.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,

Pour extrait conforme,

Le Président,



Jean-Michel LATTES

CONVENTION n° 2016-014

Relative à la réalisation du diagnostic d'archéologie préventive

**N°d'opération :
DG-2016-TN-120**

Dénommé : Voie Nouvelle à Tournefeuille

Entre

Toulouse Métropole

Dont le siège est : 6 rue René Leduc – BP 35821 – 31505 Toulouse
Cedex 5

Représentée par son Président, Monsieur Jean-Luc MOUDENC

En application de la délibération du Bureau du 24 avril 2014

ci-dessous dénommé Toulouse Métropole ou l'opérateur au sens du
titre II du livre V du code du patrimoine et de l'article 3 du décret
n°2004-490 du 3 juin 2004, d'une part

Et

Société de la Mobilité de l'Agglomération Toulousaine,

représentée par son Président Directeur Général, M. Francis GRASS

Domicilié 1 place Esquirol, 31004 Toulouse Cedex 6 – BP 10416

Et ayant tous pouvoirs à l'effet de signer les présentes

ci-dessous dénommé l'aménageur au sens du titre II du livre V du
code du patrimoine et son article R 523-3, d'autre part

SOMMAIRE

<i>Article 1 : Objet.....</i>	<i>5</i>
<i>Article 2 : Conditions et délais de mise à disposition du terrain par l'aménageur pour la réalisation de l'opération.....</i>	<i>5</i>
Article 2.1 : Conditions générales de mise à disposition du terrain.....	5
Article 2.2 : Conditions particulières.....	6
Article 2.3 : Délais de mise à disposition du terrain et procès verbal de mise à disposition du terrain.....	7
Article 2.4 : Situation juridique de l'aménageur au regard du terrain.....	9
<i>Article 3 : Description de l'opération.....</i>	<i>9</i>
Article 3.1 : Nature de l'opération.....	9
Article 3.2 : Localisation de l'opération.....	9
<i>Article 4 : Délais de réalisation du diagnostic et de remise du rapport de diagnostic.....</i>	<i>10</i>
Article 4.1 : Date de début de l'opération.....	10
Article 4.2 : Durée de réalisation et date d'achèvement de l'opération.....	10
Article 4.3 : Date de remise du rapport de diagnostic.....	10
Article 4.4 : Conditions de modification du calendrier de l'opération archéologique.....	11
<i>Article 5 : Préparation et réalisation de l'opération (phase de terrain)....</i>	<i>11</i>
Article 5.1 : Travaux et prestations réalisées par ou pour le compte du Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole.....	11
Article 5.2 : Obligations de l'aménageur.....	12
Article 5.3 : Circonstances particulières.....	13
Article 5.4 : Conditions de restitution du terrain à l'issue de l'opération.....	13
<i>Article 6 : Représentation du Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole et de l'aménageur sur le terrain – concertation.....</i>	<i>13</i>
<i>Article 7 : Fin de l'opération.....</i>	<i>14</i>
Article 7.1 : Procès verbal de fin de chantier.....	14
Article 7.2 : Contrainte archéologique.....	14
<i>Article 8 : Conséquences pour les parties du dépassement des délais fixés par la convention – pénalités de retard.....</i>	<i>15</i>
Article 8.1 : Domaine d'application des pénalités de retard.....	15
Article 8.2 : Montant, calcul et paiement des pénalités de retard.....	15
<i>Article 9 : Communication scientifique – valorisation.....</i>	<i>16</i>
<i>Article 10 : Droit de timbre et formalité de l'enregistrement.....</i>	<i>17</i>
<i>Article 11 : Loi applicable et compétence juridictionnelle.....</i>	<i>17</i>
<i>Article 12 : Pièces constitutives de la présente convention.....</i>	<i>17</i>

Considérant

Vu le livre V du Code du Patrimoine, et notamment sa partie réglementaire, ses articles L 523-30 à L 523-38 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 juin 2012 portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive du Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole

Vu l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2012, portant extension des compétences facultatives de Toulouse Métropole en matière archéologique,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2016/429 du 20 octobre 2016, prescrivant le présent diagnostic d'archéologie préventive notifié à l'aménageur et au Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole ;

Vu l'approbation par le préfet de la région Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées du projet d'intervention du présent diagnostic survenue le 30 mai 2016

Vu la délibération du Conseil de Communauté n°22-218 de Toulouse Métropole du 28 juin 2012 optant de réaliser tous les diagnostics prescrits par l'Etat sur son territoire de compétence,

Vu la délibération du Conseil métropolitain n°14-0035 de Toulouse Métropole du 30 avril 2014 portant délégation à Madame Annette LAIGNEAU, ayant reçu délégation, d'approuver, de modifier et de résilier toute convention ayant pour objet de définir les modalités de réalisation des opérations de diagnostics et de fouilles archéologiques.

Préambule

Par arrêté ministériel du 22/06/2012 et par délibération communautaire du 28/06/2012, le Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole a reçu mission de réaliser l'ensemble des opérations de diagnostic d'archéologie préventive prescrites par l'Etat. A cette fin, le Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole doit intervenir préalablement à l'exécution des travaux projetés par l'aménageur pour réaliser le diagnostic d'archéologie préventive prescrit.

Il est convenu ce qui suit

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de réalisation par le Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole de l'opération décrite à l'article 3 ci-dessous, ainsi que l'ensemble des droits et obligations respectifs des deux parties dans le cadre de cette opération.

Article 2 : Conditions et délais de mise à disposition du terrain par l'aménageur pour la réalisation de l'opération

Article 2.1 : Conditions générales de mise à disposition du terrain

En application du livre V du Code du Patrimoine et de la partie réglementaire, l'aménageur est tenu de remettre le terrain au Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole dans des conditions permettant d'effectuer l'opération. A cette fin, il met gracieusement à disposition le terrain constituant l'emprise du diagnostic et ses abords immédiats libérés de toutes contraintes d'accès et d'occupation sur les plans pratiques et juridiques. L'absence de toute contrainte consiste, sauf accord différent des parties, à libérer le terrain et ses abords immédiats de tous matériels, matériaux, stockage de terre, arbres, équipements et petites constructions et plus généralement tous les éléments pouvant entraver le déroulement normal des opérations ou mettre en péril la sécurité du personnel.

Pendant toute la durée de l'opération, le Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole a la libre disposition du terrain constituant l'emprise du diagnostic. L'aménageur s'engage à ne pas intervenir sur le terrain pour les besoins de son propre aménagement,

sauf accord différent des parties et sous réserve des dispositions particulières précisées ci-après.

Article 2.2 : Conditions particulières

L'aménageur s'engage à ce que les voies d'accès soient librement utilisables par le Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole.

L'aménageur est réputé avoir procédé préalablement à l'intervention du Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole aux mesures suivantes :

- **Accès au terrain :** l'aménageur s'engage à mettre à disposition un accès au terrain. Par accès, on entend une voie de circulation stabilisée de capacité et gabarit suffisant pour permettre la circulation de véhicules légers et véhicules de type poids lourds routiers nécessaires aux approvisionnements en matériel de chantier. Cette voie desservira l'emprise du diagnostic depuis le domaine public. L'aménageur maintiendra cet accès en état durant la complète réalisation des travaux. Dans le cas contraire, tous travaux nécessaires à l'accès aux emprises de chantier ou de son entretien engagés par le Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole seront imputés à l'aménageur.
- **Clôture du terrain :** L'aménageur s'engage à baliser les emprises de diagnostic et à ce que les voies d'accès soient librement utilisables par le Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole.
- **Piquetage des emprises :** L'aménageur doit marquer au sol l'emprise de son terrain et/ou de son projet d'aménagement pour le délimiter clairement.
- **Pollution du site et mesures à prendre :** L'aménageur met à disposition un terrain réputé non pollué. Dans le cas contraire, l'aménageur fournira tous les rapports et études de sol afférents aux différentes pollutions (amiante, plomb, arsenic, hydrocarbures ...).
- Il participera à l'élaboration des protocoles de travail et assumera financièrement toutes les mesures nécessaires vis-à-vis de la protection des personnels présents sur le chantier, de la protection des riverains et des mesures vis-à-vis des matériaux extraits du chantier que le Service du l'Inventaire

Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole serait amené à prendre pour la réalisation de l'opération

- **Déboisements** : Abattage d'arbres, étant précisé que leur « dessouchage » est strictement interdit avant l'intervention du Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole ; débardage des produits de coupes, évacuation des rémanents de coupes et broyage des friches.
- **Cultures en place** : les terrains mis à disposition du Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole seront préalablement débarrassés de toutes végétations : fauchage des herbes hautes, broyage des ronces et friches.

Dans le cas contraire, l'aménageur prendra soin d'informer le Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole du risque et assumera le coût des interventions nécessaires.

Article 2.3 : Délais de mise à disposition du terrain et procès verbal de mise à disposition du terrain

L'aménageur s'engage à mettre le terrain à la disposition du Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole dans des conditions permettant d'effectuer l'opération archéologique, telles qu'elles sont précisées à l'article 2, au plus tard le **1^{er} février 2017**. Tout report devra être précisé par avenant.

Au moment de l'occupation du terrain, le Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole dresse un procès verbal de mise à disposition du terrain constituant l'emprise du diagnostic, de façon contradictoire en présence de l'aménageur ou d'un représentant, en deux exemplaires originaux dont un sera remis à l'aménageur.

Ce procès verbal a un double objet :

- Il constate le respect du délai et la possibilité pour le Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole d'occuper le terrain constituant l'emprise du diagnostic qui, en conséquence, est placé sous sa garde et sa responsabilité.
- Il constate le respect de l'ensemble des conditions de mise à disposition de ce terrain prévues au présent article.

Dans le cas où l'aménageur est dans l'impossibilité de se faire représenter sur les lieux, il en prévient le Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole au moins une semaine avant, et ce

dernier peut, en accord avec l'aménageur, adresser le procès verbal de mise à disposition du terrain à l'aménageur par lettre recommandée avec accusé de réception, à charge pour l'aménageur de le retourner signé avant le démarrage de l'opération.

En cas de désaccord entre le Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole et l'aménageur sur ce procès verbal ou en cas de refus de l'aménageur de le signer, la partie la plus diligente peut demander au président du tribunal administratif de désigner un expert pour dresser d'urgence le procès verbal prévu ci-dessus.

Le cas échéant, le report du délai de mise à disposition du terrain du fait d'un retard dans la signature du procès verbal sera précisé par avenant à la présente convention.

L'accès au terrain et son occupation sont maintenus et garantis par l'aménageur pendant toute la durée de l'opération archéologique à partir de la mise à disposition du terrain constatée par le procès verbal prévu ci-dessus et jusqu'à l'établissement du procès verbal de fin de chantier mentionné à l'article 7.1 ci-dessous.

Toute gêne ou immobilisation des équipes du Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole notamment pour des motifs d'inaccessibilité du terrain peut entraîner un report du calendrier de réalisation de l'opération prévu à l'article 4 ci-dessous.

Le cas échéant, ce report sera constaté par avenant à la présente convention et pourra faire l'objet d'un nouveau procès verbal de mise à disposition.

En zone urbaine, le Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole se réserve la possibilité de faire constater par huissier, à ses frais, l'état du bâti environnant le terrain.

Article 2.4 : Situation juridique de l'aménageur au regard du terrain

L'aménageur informe le Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole qu'il n'est pas propriétaire du terrain constituant l'emprise de l'opération prescrite mais qu'il a fait son affaire d'obtenir l'accord du (des) propriétaire(s). Il produit une attestation du (des) propriétaire(s) par laquelle celui-ci (ceux-ci) autorise(nt) le Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole à pénétrer sur ledit terrain et à y réaliser l'opération archéologique prescrite ou tout autre acte juridique valant autorisation ; cette attestation figure en **annexe 3** à la présente convention.

Les parties de parcelles BX 127, BX 130, BX 131, BX 158, BX 159, et BX 160 visées par l'arrêté préfectoral n°2016/100 ne pourront pas être mises à la disposition du service de l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie

de Toulouse Métropole. Il s'agit de parcelles privées pour lesquelles une expropriation va être engagée par la commune de Tournefeuille pour les besoins de LINEO 3. Pour les autres parcelles, la mise à disposition sera effective à la date visée à l'article 2.3.

L'aménageur garantit au Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole avoir fait son affaire de toutes les autorisations nécessaires pour la réalisation de son projet d'aménagement et à l'intervention de l'établissement auprès des autorités compétentes en cas de contraintes environnementales liées à celui-ci (ONF, Natura 2000, zones classées ...). Le cas échéant, il communique au Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole les recommandations éventuelles qui s'imposeraient à lui pour la réalisation de l'opération objet de la présente convention.

Article 3 : Description de l'opération

Article 3.1 : Nature de l'opération

L'opération d'archéologie préventive objet de la présente convention est constituée des travaux de diagnostic (phase de terrain et phase d'étude aux fins d'élaboration du rapport de diagnostic) dont les principales caractéristiques techniques sont récapitulées dans la fiche descriptive en ***annexe 1***

A l'issue de cette opération, le préfet de région pourra prescrire une fouille préventive. Dans ce cas, sauf abandon ou modification du projet, l'aménageur fera appel à l'opérateur de son choix dans les conditions précisées par le titre II du livre V du code du Patrimoine visé ci-dessus.

Article 3.2 : Localisation de l'opération

La localisation de l'emprise du diagnostic définie par l'arrêté de prescription est présentée en ***annexe 2*** avec le plan correspondant qui a été fourni par le service de l'État ayant prescrit le diagnostic.

Article 4 : Délais de réalisation du diagnostic et de remise du rapport de diagnostic

D'un commun accord, le Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole et l'aménageur conviennent du calendrier défini ci-après. En application de l'article 523-60 de la partie

réglementaire du code du patrimoine, le Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole fera connaître aux services de l'État (Service Régional de l'Archéologie) les dates de début et de fin de diagnostic au moins 5 jours ouvrables avant le début de l'opération.

Article 4.1 : Date de début de l'opération

D'un commun accord entre les parties, la date de début de l'opération est fixée au **1^{er} février 2017**.

Cette date est subordonnée à la désignation du responsable scientifique de l'opération par l'Etat et à la signature de la présente convention.

Article 4.2 : Durée de réalisation et date d'achèvement de l'opération

La réalisation de l'opération de diagnostic sera d'une durée de **3 jours ouvrés** pour s'achever sur le terrain au plus tard le **3 février 2017**, compte tenu de la date fixée à l'article 4.1. Cette date pourra être modifiée dans les cas et aux conditions prévues à l'article 5.3 ci-dessous.

Lorsqu'il cesse d'occuper le terrain le Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole dresse un procès verbal de fin de chantier dans les conditions précisées à l'article 7.1 de la présente convention.

Article 4.3 : Date de remise du rapport de diagnostic

D'un commun accord, les parties conviennent que la date de remise du rapport de diagnostic par le Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole au préfet de la région Midi-Pyrénées est fixée au **3 mars 2017** au plus tard, compte tenu de la date fixée à l'article 4.1. le préfet de région portera ce rapport à la connaissance de l'aménageur et du propriétaire du terrain.

Article 4.4 : Conditions de modification du calendrier de l'opération archéologique

Toute modification du calendrier de l'opération archéologique (dates fixées aux articles 4.1, 4.2 et 4.3 ci-dessus) doit être constatée par avenant à la

présente convention. Cette modification peut résulter des deux circonstances suivantes :

D'un commun accord constaté par avenant, les parties peuvent modifier les dates prévues aux articles 4.1, 4.2 et 4.3 ci-dessus, sans qu'aucune pénalité de retard ne soit due.

Les circonstances particulières pouvant affecter le calendrier de l'opération sont celles qui affectent la conduite normale du chantier telles que notamment :

- les contraintes techniques liées à la nature du sous-sol ;
- et les circonstances suivantes : intempéries, pollution du terrain, aléas imprévisibles et, de manière générale, en cas de force majeure, lesquelles rendent inexigibles les pénalités de retard.

Il est précisé que les intempéries (nature et période) doivent s'entendre au sens des articles L. 5424-8 et L.5424-9 du Code du travail.

Article 5 : Préparation et réalisation de l'opération (phase de terrain)

Article 5.1 : Travaux et prestations réalisées par ou pour le compte du Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole

Toulouse Métropole est maître d'ouvrage de l'opération de diagnostic. Elle effectue les seuls travaux et prestations indispensables à la réalisation de l'opération archéologique dans le cadre du titre II du livre V du Code du patrimoine susvisé, directement ou indirectement par l'intermédiaire de prestataires/entreprises qu'elle choisit et contrôle conformément à la réglementation applicable à la commande publique ou dans le cadre de collaboration scientifique avec d'éventuels organismes partenaires.

Elle fait son affaire de toute démarche administrative liée à l'exercice de ses travaux et prestations, notamment les déclarations d'intention de commencement des travaux (DICT) et, le cas échéant, les demandes particulières auprès des exploitants de réseaux (canalisations, ...).

Toulouse Métropole ainsi que ses prestataires/entreprises ou partenaires peuvent installer sur le chantier tout cantonnement utile à la réalisation de l'opération en restant rigoureusement dans l'emprise piquetée afin de respecter les mesures d'évitement et de restrictions prescrites par l'arrêté préfectoral CNPN.

Toulouse Métropole peut installer tout panneau de chantier destiné à signaler au public son intervention dans l'emprise du diagnostic.

Dans le cas où il y aurait coexistence sur le chantier des deux activités – qui peuvent éventuellement prendre la forme de deux coactivités

parallèles – celle dont le Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole assure la maîtrise d'ouvrage au titre de l'opération archéologique et celle dont l'aménageur assure la maîtrise d'ouvrage au titre de ses travaux d'aménagement, les parties s'engagent à se rapprocher pour convenir de toutes mesures de nature à assurer la meilleure sécurité des personnels et du site. Elles s'engagent en particulier à demander à leurs responsables de la sécurité ainsi qu'à leurs éventuels coordonnateurs-sécurité-protection-santé (SPS) respectifs de se rapprocher pour arrêter les mesures concrètes correspondantes.

Article 5.2 : Obligations de l'aménageur

Il est préalablement rappelé que, conformément à l'article R523-32 de la partie réglementaire du code du Patrimoine susvisé, la convention ne peut avoir pour effet la prise en charge, par le Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole, de travaux ou d'aménagements du chantier qu'impliquait, en tout état de cause, la réalisation du projet de l'aménageur.

Outre les travaux et aménagements qu'impliquait la réalisation de son propre projet, l'aménageur s'engage à :

- Faire son affaire de toutes les questions liées à l'occupation temporaire des terrains, de leurs abords et de leurs voies d'accès
- Assurer, par tous les moyens nécessaires, la mise en sécurité du site
- Fournir au Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole tous renseignements relatifs aux ouvrages privés situés dans ou sous l'emprise des terrains fouillés (canalisations, drainages, ...) et à leurs exploitants
- Fournir au Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole les copies des demandes de renseignement (DR avant DICT) adressées à la mairie
- Fournir au Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole les certificats d'urbanisme délivrés, le cas échéant, à l'aménageur
- Fournir au Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole le projet d'aménagement mentionnant l'emprise totale du projet et les altitudes

Article 5.3 : Circonstances particulières

En cas de circonstances particulières (hors découverte d'importance exceptionnelle définies par l'article R 523.48 de la partie réglementaire du code du patrimoine visé ci-dessus) affectant la conduite du chantier, notamment en ce qui concerne le calendrier de l'opération, le Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole ou l'aménageur organise dans les meilleurs délais une réunion entre les

parties concernées pour convenir des nouvelles modalités de l'opération et de leurs conséquences matérielles et financières. Les modifications ainsi apportées seront définies par avenant à la présente convention qui précisera notamment si des pénalités de retard sont dues par l'une ou l'autre des parties.

Si tel est le cas, le dispositif des pénalités de retard est celui prévu à l'article 8.2 de la présente convention.

Article 5.4 : Conditions de restitution du terrain à l'issue de l'opération

A l'issue de l'opération, les sondages sont remblayés sommairement avec les matériaux issus des excavations.

Article 6 : Représentation du Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole et de l'aménageur sur le terrain – concertation

Les personnes habilitées à représenter le Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole auprès de l'aménageur, notamment pour la signature des procès verbaux mentionnés ci-dessus sont : Monsieur Jean-Luc MOUDENC, président de Toulouse Métropole ou la personne ayant reçu délégation à cette fin.

Les personnes habilitées à représenter l'aménageur auprès du Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole, notamment pour la signature des procès verbaux mentionnés ci-dessus, sont : 1 – Mme Julie GRINFAN-POUJADE Chef de projet, 2 - Mme Anne VILLENEUVE Responsable technique, 3 – M. Gérard TORRENTE Responsable technique.

Article 7 : Fin de l'opération

Article 7.1 : Procès verbal de fin de chantier

Lorsqu'il cesse d'occuper le terrain constituant l'emprise du diagnostic, le Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole dresse un procès verbal de fin de chantier, de façon contradictoire en présence d'un représentant de l'aménageur, en deux exemplaires originaux dont l'un est remis à l'aménageur.

Ce procès verbal a un triple objet :

- Il constate la cessation de l'occupation par le Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole et fixe en conséquence la date à partir de laquelle le Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole ne peut plus être considéré comme responsable de la garde et de la surveillance du terrain constituant l'emprise du diagnostic et à partir de laquelle l'aménageur recouvre l'usage de ce terrain
- Il constate également l'accomplissement des obligations prévues par la présente convention
- Il mentionne, le cas échéant, les réserves formulées par l'aménageur. Dans ce cas, un nouveau procès verbal constatera la levée de ces réserves.

A défaut pour l'aménageur de se faire représenter sur les lieux, le Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole peut, en accord avec l'aménageur, adresser le procès verbal de fin de chantier à ce dernier par lettre recommandée avec accusé de réception à charge pour l'aménageur de le retourner signé au Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole.

En cas de désaccord entre le Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole et l'aménageur sur ce procès verbal ou en cas de refus de l'aménageur de le signer, la partie la plus diligente peut demander au président du tribunal administratif de désigner un expert pour dresser d'urgence le procès verbal prévu ci-dessus.

Article 7.2 : Contrainte archéologique

Le procès verbal de fin de chantier ne vaut pas libération du terrain ni autorisation de réalisation des travaux projetés par l'aménageur. Il appartient au préfet de région, qui en informera directement l'aménageur, de déterminer les suites à donner au présent diagnostic dans les conditions prévues par la partie réglementaire du code du Patrimoine susvisé.

Article 8 : Conséquences pour les parties du dépassement des délais fixés par la convention – pénalités de retard

Article 8.1 : Domaine d'application des pénalités de retard

Le dispositif de pénalités de retard précisé ci-après s'applique :

- En cas de dépassement par l'aménageur des délais fixés par l'article 2.3 ci-dessus
- En cas de dépassement par le Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole des délais fixés aux articles 4.2 et 4.3 ci-dessus.

Il n'est pas applicable dans les deux cas suivants :

- Lorsque les modifications du calendrier de l'opération sont constatées par avenant passé d'un commun accord entre les parties
- En cas de circonstances particulières telles que définies par l'article 4.4 ci-dessus

Article 8.2 : Montant, calcul et paiement des pénalités de retard

La pénalité due par l'aménageur sera de 15 € par jour ouvré de retard au-delà de la date de mise à disposition du terrain prévue à l'article 2.2. Le nombre de jours à prendre en compte sera celui découlant de la date effective de mise à disposition du terrain constatée sur le procès verbal correspondant.

Les pénalités de retard seront déclenchées après mise en demeure de l'aménageur.

La pénalité due par le Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole sera de 15 € par jour ouvré de retard au-delà des délais prévus aux articles 4.2 et 4.3 (délais de réalisation de l'opération et date de remise du rapport de diagnostic). Le nombre de jours à prendre en compte sera celui découlant de la date effective de fin de l'opération sur le terrain constatée sur le procès verbal de fin de chantier ou de la date de remise du rapport de diagnostic par le Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole au préfet de région.

Les pénalités de retard seront déclenchées après mise en demeure du Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole.

Le paiement des pénalités se fera au regard de ces éléments, sans qu'un avenant soit nécessaire.

Article 9 : Communication scientifique – valorisation

Le Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole, dans la mesure où lui seul peut autoriser l'entrée sur les chantiers archéologiques placés sous sa responsabilité et dans le cadre de

la garde des objets mobiliers provenant de l'opération archéologique qui lui est confiée, pourra librement :

- Réaliser lui-même, directement ou par l'intermédiaire de prestataires, des prises de vue photographiques et de tournages, quels qu'en soient les procédés et les supports, et exploiter les images ainsi obtenues quelle qu'en soit la destination
- Autoriser des tiers à réaliser eux-mêmes, directement ou par l'intermédiaire de prestataires, des prises de vues photographiques et des tournages et à exploiter ces images, nonobstant les autres autorisations éventuellement nécessaires – en particulier en ce qui concerne la propriété des objets mobiliers et vestiges immobiliers photographiés ou filmés – dont ces tiers devront faire leur affaire auprès des ayants droit (services de l'État, propriétaire du terrain, ...).

Si l'aménageur souhaite réaliser ou faire réaliser des prises de vues photographiques ou des tournages sur le présent chantier archéologique, il s'engage à se rapprocher du responsable scientifique de l'opération du Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole pour accord préalable et définition des meilleures conditions de ces prises de vue ou tournages, eu égard au respect des règles de sécurité inhérentes au chantier, aux caractéristiques scientifiques et au planning de l'opération. Cette démarche vaut quels que soient les procédés, les supports et la destination des images, et nonobstant les autres autorisations éventuellement nécessaires, en particulier en ce qui concerne le droit à l'image des archéologues présents sur le site, la propriété des objets mobiliers et vestiges immobiliers photographiés ou filmés- dont l'aménageur devra faire son affaire.

Le Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole et l'aménageur pourront en outre convenir de coopérer à toute action de communication ou de valorisation de la présente opération et de ses résultats, notamment par convention particulière à laquelle d'autres partenaires pourront être associés.

Lorsque l'implantation et la nature de l'opération archéologique le justifient, le Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole mettra en place un dispositif d'information sur cette opération, son objet et ses modalités, auquel l'aménageur pourra éventuellement s'associer.

Au titre de ses missions de recherche, le Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole communiquera les résultats scientifiques de l'opération selon les modalités qu'il jugera les plus appropriées.

Article 10 : Droit de timbre et formalité de l'enregistrement

La présente convention n'est pas soumise au droit de timbre ni à la formalité de l'enregistrement. Dans le cas où l'enregistrement serait requis par l'une des parties, les frais seraient à la charge de celle-ci.

Article 11 : Loi applicable et compétence juridictionnelle

La présente convention est régie et interprétée conformément à la loi française.

Pour toute contestation pouvant naître à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, et après épuisement des voies de règlement amiable, attribution est donnée au tribunal administratif de Toulouse.

Article 12 : Pièces constitutives de la présente convention

La convention comprend le présent document et les annexes suivantes :

Annexe 1 : Fiche descriptive de l'opération archéologique

Annexe 2 : Plan du terrain constituant l'emprise du diagnostic

Fait en trois exemplaires originaux

A Toulouse,
Le

**Pour
Toulouse Métropole,**
La Vice-Présidente
Urbanisme et Projets Urbains
Annette LAIGNEAU

**Pour l'aménageur,
SMAT**
Le Président Directeur Général
Francis GRASS

Annexe 1

Fiche descriptive de l'opération archéologique

Nature :

Réalisation de sondages effectués mécaniquement ou manuellement, permettant une exploration de près de 10 % de la superficie des travaux envisagés.

Durée :

3 jours ouvrés en phase terrain

Responsable scientifique :

le Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole communiquera à l'aménageur le nom du responsable scientifique de l'opération dès qu'il en aura connaissance.

Nombre maximum de personnes pouvant composer l'équipe archéologique du Service du l'Inventaire Patrimonial et de l'Archéologie de Toulouse Métropole (à titre prévisionnel) :

3 personnes

Annexe 2

Plan du terrain constituant l'emprise du diagnostic

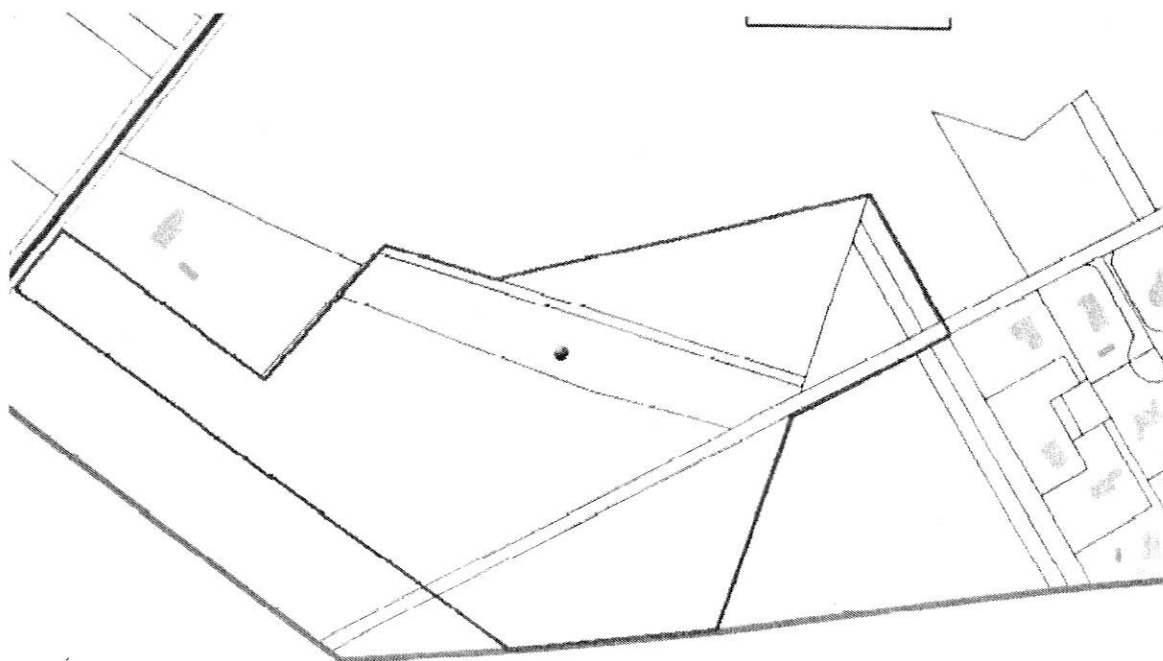
Département :
Haute-Garonne

Commune :
TOURNEFEUILLE

Lieu dit :
impasse de la Garenne – Voie Nouvelle

Références cadastrales :
BX 124, 117, 912

Surface totale de l'emprise du diagnostic :
5 287,50 m²



Accusé de réception en préfecture
031-253100986-20161227-20161221-04-26D
-DE
Date de télétransmission : 27/12/2016
Date de réception préfecture : 27/12/2016